



Marchés pionniers en Afrique

Un monde d'opportunités mais des perceptions erronées

Note établie par la Commission économique pour l'Afrique
en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement
à l'occasion du Sommet États-Unis – Afrique, 4-6 août 2014, Washington



Marchés pionniers en Afrique - Un monde d'opportunités mais des perceptions erronées

La présente note recense les opportunités d'investissement en Afrique, rectifie les perceptions erronées quant à l'environnement des affaires sur le continent et suggère les domaines généraux que les partenariats futurs entre l'Afrique et les États-Unis devraient cibler en priorité.

18 juillet 2014

Remerciements

Le rapport a été établi par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Banque africaine de développement (BAD) et à l'issue de discussions entre les trois institutions et le Bureau de l'Ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union africaine et de la CEA sur la dynamique économique africaine et l'engagement des entreprises américaines en Afrique.

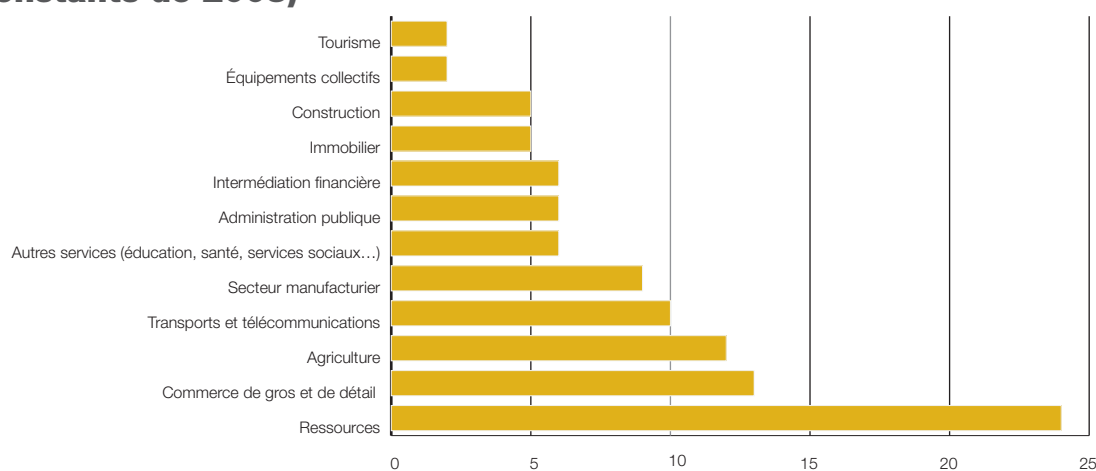
La recherche et l'analyse ont été réalisées par une équipe de la CEA, sous la supervision générale d'Adam Elhiraika, Directeur de la Division des politiques macroéconomiques. Dirigée par Bartholomew Armah, Chef de la Section du renouveau de la planification, l'équipe comprenait Hopestone Chavula, Aissatou Gueye, Jane Karonga, George Mugabe et Matfobhi Riba.

La recherche et l'assistance statistique ont été assurées par Zivanemoyo Chinzara et Molla Hunegnaw.

Le contexte africain

Depuis le début du XXI^e siècle, les résultats économiques de l'Afrique ont été remarquables, et même depuis la crise financière et économique mondiale. L'économie a crû en moyenne de 5 % par an ces dix dernières années, soit à un niveau constamment supérieur aux tendances mondiales. Démentant l'idée que la croissance africaine serait due à une explosion de la demande mondiale de ressources naturelles, le secteur des ressources n'a contribué que pour un quart environ à l'impressionnante expansion économique observée après 2000 (McKinsey Global Institute, 2010). Les trois quarts de la croissance restants sont la conséquence d'une meilleure gouvernance et d'une meilleure gestion macroéconomique, d'une urbanisation rapide, d'une demande intérieure en hausse, d'investissements croissants et de liens commerciaux plus étroits avec des partenaires traditionnels et nouveaux, de marchés régionaux en expansion et d'une diversification régulière, bien que lente, de la production et des exportations, ce qui a dynamisé la croissance de certains secteurs, notamment du commerce de gros et de détail, du transport, des télécommunications, du secteur manufacturier et des services (McKinsey Global Institute, 2010; Commission économique pour l'Afrique et Commission de l'Union africaine, 2014). Ajoutons que cette croissance soutenue est intervenue en parallèle à une diminution des conflits, à l'amélioration des institutions et de la réglementation, et à l'émergence de gouvernements de plus en plus responsables et démocratiques (Ernst & Young, 2013).

Figure 1: Part des différents secteurs dans la variation du PIB entre 2000 et 2007 (100 % = 235 milliards de dollars, en dollars constants de 2005)



Source: McKinsey Global Institute, 2010.

La forte croissance est également allée de pair avec la résorption des inégalités dans plusieurs pays, l'essor d'une classe moyenne, l'accroissement de la main-d'œuvre jeune et l'amélioration des principaux indicateurs sociaux. Les classes moyennes émergent en Afrique et comptent aujourd'hui quelque 350 millions de personnes, soit 34 % de la population, chiffre qui devrait atteindre 1,1 milliard en 2040 (soit 42 % de la population) selon les projections. Le taux annuel d'urbanisation, qui se situe actuellement à 3,1 % – le taux le plus élevé au monde –, fait naître un marché de consommateurs accessible. Entre 1950 et 2005, le nombre d'habitants en zone urbaine en Afrique a progressé de 4,3 % par an en moyenne, passant ainsi d'environ 33 millions à 353 millions. Les inégalités, telles que mesurées par le coefficient de Gini, se sont réduites dans la majorité des pays africains. Sur

un total de 35 pays pour lesquels des données sont disponibles, 54,3 % (19 pays) ont vu les inégalités se résorber sur la période 1990-2012, tandis que pour 37,1 % d'entre eux (13 pays), elles ont augmenté. Ces chiffres sont à comparer avec ceux observés en Asie, où ils sont de 58 % et 32,3 % respectivement (Nations Unies, 2013).

La réduction des inégalités, l'essor des classes moyennes et la croissance urbaine ont contribué au dynamisme du marché de consommation et suscité une demande vigoureuse de produits modernes, en particulier des technologies de l'information et des communications, d'habillement et d'automobiles. En 2013, les dépenses des ménages en Afrique se sont élevées à 680 milliards de dollars; ce chiffre devrait grimper pour atteindre 1 000 milliards en 2020 et 2 200 milliards en 2030 (Ernst & Young, 2013; Accenture, 2011). Tous ces facteurs, pris ensemble, ont permis d'élargir la marge de manœuvre budgétaire et politique dont dispose l'Afrique pour transformer ses économies et partant, améliorer les niveaux de vie de ses populations.

Même si c'est sans conteste aux dirigeants africains qu'il incombe de faire du programme de transformation une réussite, une coopération avec les partenaires de développement qui soit mutuellement bénéfique, en particulier en ce qui concerne l'investissement direct étranger (IDE) et le commerce, permettra sans aucun doute d'accélérer le rythme des changements. Malgré les réalisations évoquées, les idées négatives sur le continent, perçu comme un marché à haut risque, ont dissimulé les possibilités qu'il peut offrir aux investisseurs.

Représentations de l'Afrique et perceptions erronées

Le tableau positif qui est peint depuis peu de l'Afrique, décrite comme un continent en plein essor, s'explique en partie par les rapides changements socioéconomiques et les améliorations apportées à la gouvernance qui ont pu être observés. Cependant, il est surtout révélateur du fossé existant entre les informations limitées et les fausses impressions qui ont longtemps circulé au sujet de l'Afrique et la réalité.

Paix et sécurité: ce que l'on ne dit pas

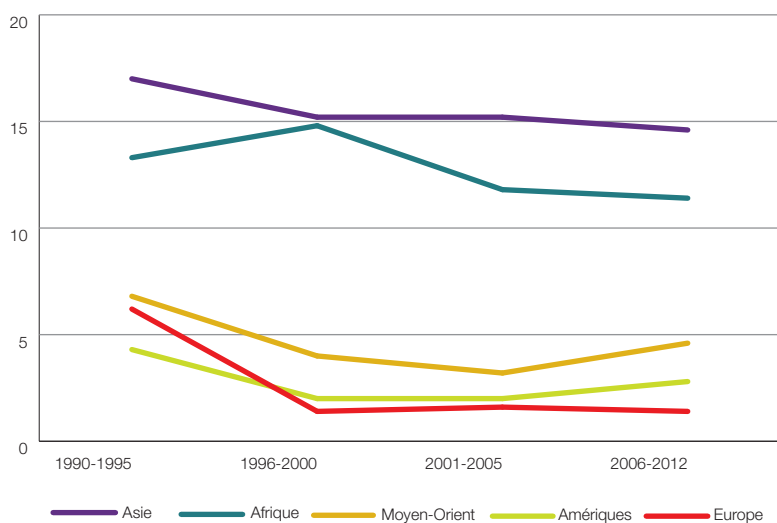
L'idée que l'on se fait généralement de l'Afrique comme du continent le plus touché par les conflits ne se vérifie pas dans la réalité. Il y a en effet plus de conflits en Asie qu'en Afrique. Par exemple, le nombre annuel moyen de conflits armés était de 11 et 14, respectivement, pour l'Afrique et l'Asie sur la période allant de 2006 à 2012. De plus, par rapport au début des années 1990, l'Afrique a vu le nombre moyen de conflits armés diminuer de 15 %. Pourtant, en accordant une couverture et une attention plus importantes aux conflits qui ont lieu en Afrique, les médias attribuent sans le savoir une « prime de risque » plus élevée à la région par rapport à d'autres régions du monde.

La réduction régulière du nombre moyen de conflits armés doit être en grande partie portée au crédit du renforcement des institutions nationales et régionales qui encouragent l'inclusion et la cohésion sociale, du nombre croissant d'élections démocratiques et de leur bon déroulement.

En effet, le nombre moyen d'élections par an est passé de 28 sur la période 1960-1970 à 65 sur la période allant de la moitié des années 1980 à la moitié des années 1990. D'autres éléments sont la preuve des améliorations survenues dans le paysage de la gouvernance politique, tels que: le nombre grandissant de pays démocratiques, qui est passé de 4 en 1991 à 18 en 2011; le classement de la majorité des pays africains, selon l'indicateur de l'organisation non gouvernementale Freedom House, dans la catégorie des pays libres ou en partie libres en termes de respect des droits de l'homme; et la ratification par 23 pays de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CEA et OCDE, 2013).

La paix et la stabilité continuent cependant de rencontrer des obstacles isolés, qu'il s'agisse de guerres civiles, d'insurrections armées, de coups d'État, de la menace grandissante de la piraterie au large de la Somalie, du terrorisme au Kenya, au Mali, au Nigéria, en Somalie, ou de l'agitation sociale dans des pays tels que la Libye, le Mali, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud. Certains de ces problèmes sont la conséquence de l'absence de systèmes politiques et sociaux inclusifs, d'élections contestées, de l'inefficacité et de la faiblesse des institutions étatiques, ainsi que des différends au sujet du contrôle des ressources naturelles. Conscients des difficultés évoquées plus haut, les dirigeants africains ont fait de la stabilité politique, de la paix et de la sécurité l'un des piliers du programme de développement pour l'après-2015.

Figure 2: Nombre moyen de conflits armés par région



Source: Themner et Wallensteen (2013).

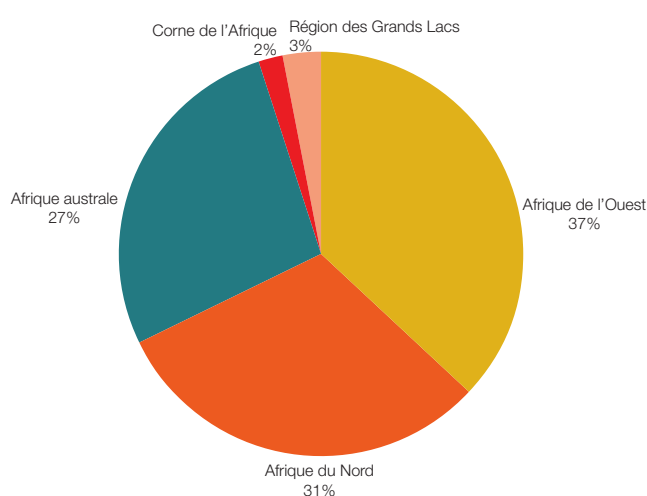
Flux financiers illicites: l'aspect ignoré de la corruption

Le schéma de pensée traditionnel veut que l'Occident ait continuellement arrosé l'Afrique d'argent, au titre de l'aide extérieure ou de flux du secteur privé, sans recevoir grand-chose en retour. Mais cette vision des choses ne tient pas compte des montants considérables qui sortent illicitement d'Afrique, avec la complicité des firmes et des institutions financières étrangères. Les estimations des flux financiers illicites sont certainement en deçà de la réalité. Une étude de la CEA estimait que

les flux sortant illicitement du continent par le biais de la seule manipulation des prix de transfert étaient proche de 60 milliards de dollars (CEA, 2014).

Ces flux financiers illicites sortant d'Afrique par la manipulation des prix de transfert ont augmenté à un taux réel de 32,5 % entre 2000 et 2009, bien davantage que les flux sortant des autres régions en développement (CEA, 2014). Sur cette période de 10 ans, les flux financiers illicites se sont concentrés sur un petit nombre de secteurs en Afrique, notamment les industries extractives et minières, plus de la moitié (56 %) provenant du pétrole, des métaux précieux et minéraux, des minerais, du fer, de l'acier et du cuivre. L'essentiel de ces fonds sont détournés vers des pays développés. Le montant total des flux sortants sur la période a représenté l'équivalent de près de l'ensemble de l'aide publique au développement reçue par l'Afrique (CEA, 2014).

Figure 3. Flux financiers illicites en Afrique: 1980-2009



Source: *Global Financial Integrity et Banque africaine de développement (BAD), 2013.*

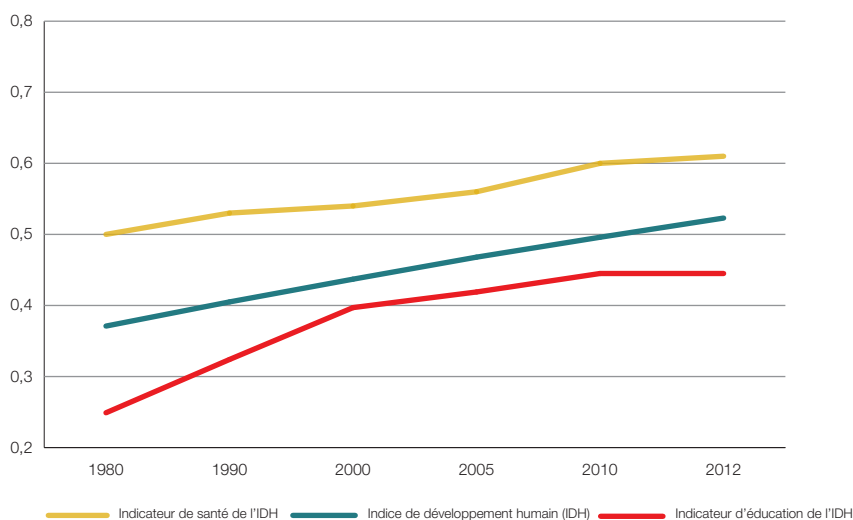
Il est capital d'endiguer ces flux financiers illicites¹ en Afrique, car ils alimentent les conflits et l'instabilité en compromettant la capacité des États à fournir des services sociaux élémentaires, en sapant la confiance des citoyens dans les institutions étatiques et en encourageant la recherche de rente à court terme (Lopes, 2014). De plus, ces flux représentent, potentiellement, des ressources intérieures qui pourraient être mobilisées et qui, à condition d'être correctement exploitées, auraient des retombées positives sur le développement du continent. La nécessité de s'attaquer au problème des flux financiers illicites a d'ailleurs été intégrée à la position africaine commune sur les objectifs du programme de développement pour l'après-2015. Il importe donc de reconnaître que les flux financiers illicites sont un problème grave en Afrique, qui exige une solution mondiale et essentiellement politique.

¹ Global Financial Integrity définit les flux financiers illicites comme « de l'argent illégalement gagné, transféré ou utilisé ». Trois composantes sont à distinguer: les activités commerciales, les activités criminelles, et la corruption et l'abus de pouvoir.

Les avancées importantes en matière de développement humain permettront d'engranger des dividendes sur le plan de la productivité du travail

Les résultats obtenus par l'Afrique par rapport aux objectifs du Millénaire pour le développement sont souvent présentés comme une preuve supplémentaire des mauvaises conditions sociales qui règnent sur le continent. Ces conclusions sont pourtant incorrectes dans le sens où elles ne prennent pas en compte la situation de la plupart des économies africaines avant que les objectifs n'aient été fixées, ni les efforts que les pays ont déployés pour tenter de les atteindre malgré des conditions initiales défavorables.

Figure 4: Qualité de vie en Afrique, 1980-2012



Source: PNUD, *Rapport sur le développement humain*.

Depuis 1990, année de référence des objectifs du Millénaire pour le développement, le ratio de mortalité des enfants de moins de 5 ans en Afrique a été réduit de 55,4 % (entre 1990 et 2012), le taux de mortalité infantile a baissé de 37 % (entre 1990 et 2010), et la tendance ascendante de la prévalence du VIH/sida a été infléchi, la prévalence ayant été ainsi ramenée de 5,9 % en 1990 à 4,7 % en 2012 (CEA *et al.*, 2013 a). Ces réussites exceptionnelles sont invisibles si l'on juge les résultats en se posant la seule question de savoir si une région est en bonne voie ou non au regard des cibles fixées. Ainsi, d'autres évaluations des résultats qui prennent en compte le rythme auquel les pays progressent montrent que les pays africains se classent parmi les meilleurs élèves. Ensemble, ces avancées améliorent la productivité du travail et la compétitivité en général.

Intégration régionale: rectifions le bilan

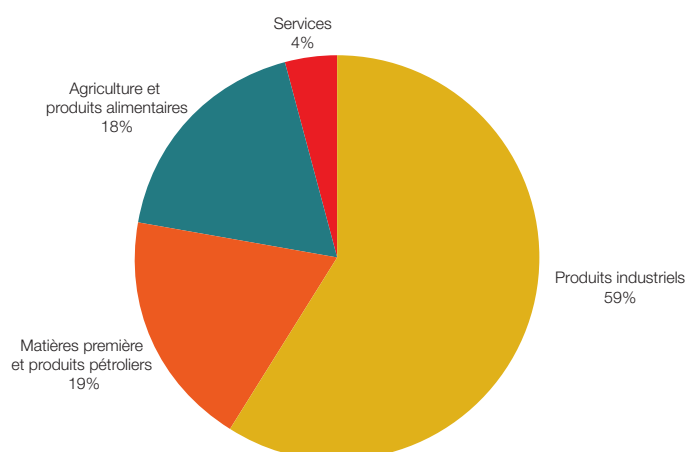
Des progrès ont été accomplis dans l'intégration régionale de l'Afrique. En dépit de la part relativement réduite du commerce entre pays africains dans le commerce total de ces pays (11,5 % en 2013), les échanges commerciaux intra-africains créent des occasions en matière d'industrialisation. Les

biens manufacturés représentaient 59,3 % du total des biens échangés entre pays africains en 2011, soit une part bien supérieure à celle qu'ils représentaient (13 %) dans le commerce avec le reste du monde (CEA et Commission de l'Union africaine, 2013).

Le commerce intra-africain croît plus rapidement dans les sous-régions, en particulier dans la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). L'action des pays africains en vue de créer une zone de libre-échange continentale et de faciliter le commerce en éliminant tant les barrières tarifaires que les barrières non tarifaires devrait permettre de doubler le commerce intra-africain en l'espace de 10 ans (Lopes, 2013 a).

Les principaux obstacles au commerce intra-africain sont actuellement l'insuffisance des infrastructures et les restrictions à la mobilité des personnes et des biens. Le besoin de financement en matière d'infrastructures est estimé à quelque 100 milliards de dollars par an pour le continent, dont une bonne partie (45 milliards de dollars) devrait provenir de sources intérieures telles que les pouvoirs publics, les usagers des infrastructures, le secteur privé et le financement non concessionnel (Foster et Briceno-Garmendia, 2010).

Figure 5: Composition du commerce intra-africain



Source: CEA, 2013b.

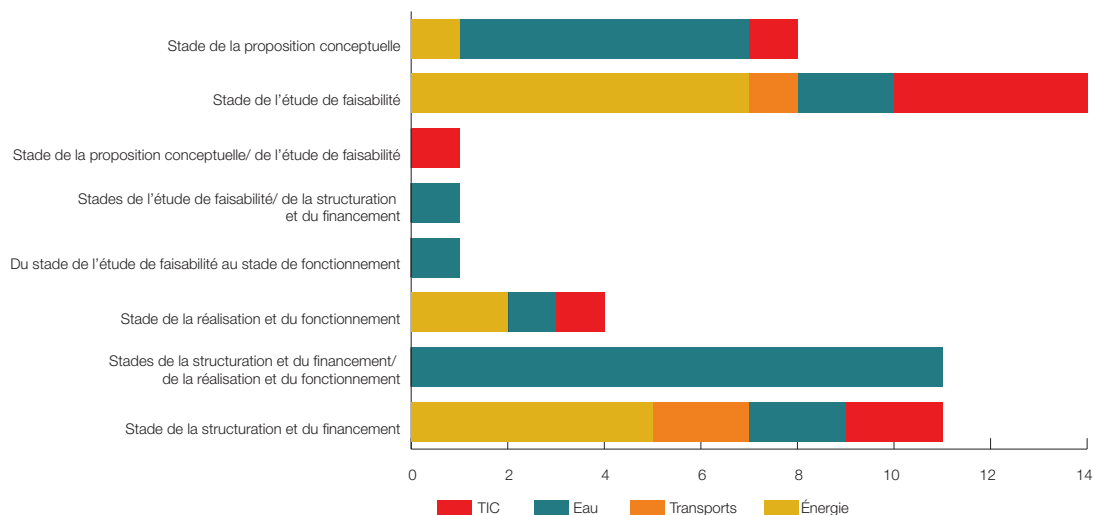
Les investissements dans les infrastructures et l'agriculture facilitent l'intégration régionale de l'Afrique. La création du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA)² et du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)³ en particulier a donné des résultats non négligeables en dépit des difficultés. Plusieurs des projets du PIDA en sont au stade de la « proposition conceptuelle initiale » (17,2 milliards) et de « l'évaluation des besoins » (22,7 milliards de dollars) et offrent donc aux investisseurs des perspectives d'affaires lucratives (Qobo, 2014). D'autres projets, tels que l'oléoduc entre l'Ouganda et le Kenya et le grand

2 Le PIDA prévoit 15 projets dans le domaine de l'énergie, 24 dans celui des transports, 9 dans celui de l'eau et 3 dans le domaine des technologies de l'information et des communications. Le Plan d'action prioritaire du PIDA inclut 51 projets prioritaires d'infrastructures régionales dont le coût est estimé à 68 milliards de dollars, l'essentiel des fonds devant être mobilisé par les pays africains.

3 L'objectif du PDDAA est d'éliminer la faim et de réduire la pauvreté au moyen de l'agriculture. Pour ce faire, les pays africains sont convenus d'augmenter les investissements publics dans le secteur d'au moins 10 % de leurs budgets nationaux et d'améliorer la productivité agricole d'au moins 6 %.

barrage de la Renaissance en sont au stade de la « réalisation et du fonctionnement » (Qobo, 2014) et ouvriront des perspectives supplémentaires d'investissements en améliorant l'accès à l'énergie.

Figure 6: État d'avancement des projets du PIDA par catégorie PIDA – Nombre de projets



Source: Qobo, 2014.

Des progrès sont également réalisés dans la promotion du secteur agricole grâce au PDDAA. Parmi les réalisations du Programme, notons la mobilisation, par l'intermédiaire du Programme d'investissements stratégiques du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), de 1 milliard de dollars qui seront investis dans les pays participants dans les domaines de la gestion durable des terres et de l'eau, la création du Mécanisme africain de financement des engrais, ou encore la création du programme « **Faire en sorte que les marchés bénéficient aux pauvres** » (tableau 1).

Tableau 1: Quelques programmes du PDDAA

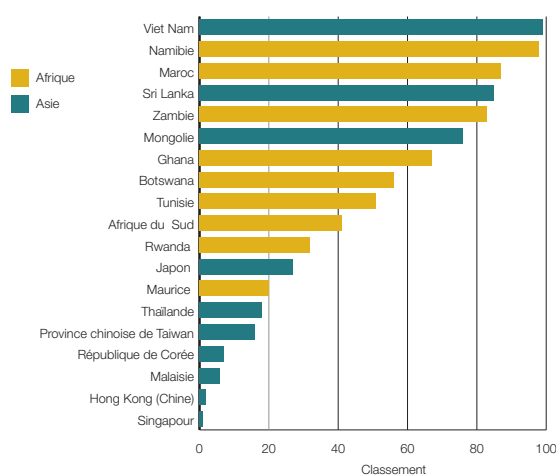
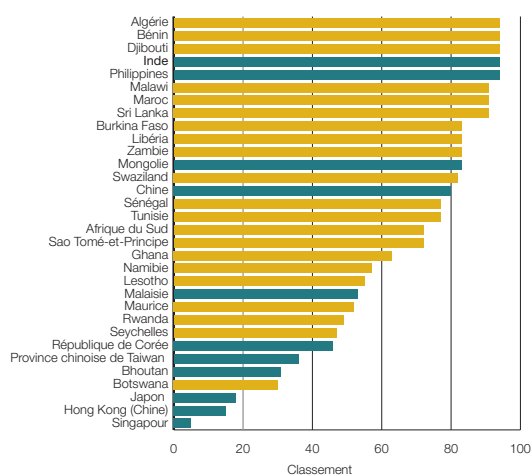
Programme	Objectif	Ressources mobilisées	Source de financement
Faire en sorte que les marchés bénéficient aux pauvres	Améliorer la sécurité alimentaire et augmenter les gains de productivité en Afrique de l'Est et en Afrique australe	3,8 millions de dollars	Banque mondiale/ Ministère du développement international du Royaume-Uni
Initiative TerrAfrica	Soutenir la gestion durable des terres et de l'eau	1 milliard de dollars	
Mécanisme africain de financement des engrais	Améliorer l'accès aux engrais	35 millions de dollars	
Programme d'amélioration des moyens d'existence régionaux pour les zones pastorales (RELPA)	Améliorer les moyens de subsistance des pasteurs dans trois pays de la Corne de l'Afrique	19,8 millions de dollars	USAID
Programme régional de sécurité alimentaire et de gestion des risques pour l'Afrique orientale et australe (REFORM)	Renforcement des capacités	10 millions d'euros	Union européenne

Source: Site Web du NEPAD.

L'environnement des affaires et le cadre réglementaire: des progrès indéniables

À l'opposé de l'idée que l'on s'en fait, le climat des affaires s'améliore rapidement, de nombreux pays africains se trouvant en haut des classements mondiaux (figures 7 et 8). Sur les 50 économies ayant fait les progrès les plus importants sur le plan du cadre réglementaire des affaires, 17 sont africaines (Banque mondiale et Société financière internationale, 2013). Ce nombre est plus élevé que dans les autres régions. Il est intéressant de noter que 8 de ces pays sont mieux classés que la Chine – qui affiche le meilleur classement des pays du groupe BRICS – 11 se trouvent devant la Russie, 16 devant le Brésil et 17 devant l'Inde.

Figure 7: Perception de la corruption, 2014 **Figure 8: Indice Doing Business, 2014**



Source: Transparency International, 2013.

Source: Banque mondiale, 2013a.

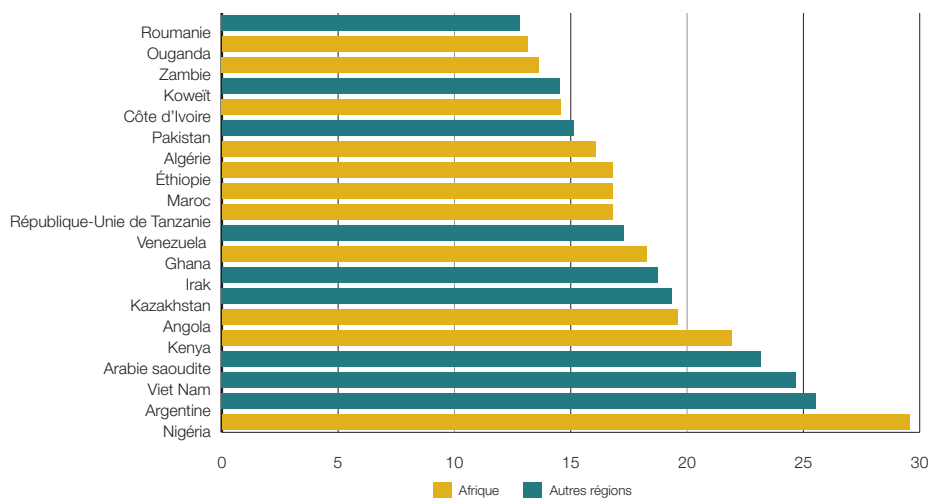
Note: cet indice est basé sur les opinions subjectives des répondants.

L'Afrique: un marché pionnier mondial prisé

L'environnement des affaires favorable en Afrique n'est pas passé inaperçu aux yeux des investisseurs privés du monde entier. À ce jour, les pays africains comptent pour la moitié des 20 marchés pionniers mondiaux dans lesquels les entreprises multinationales américaines et européennes se montrent les plus intéressées à investir (Keeler, 2014)⁴. L'Asie et le Moyen-Orient n'ont chacun que trois pays dans ce classement, tandis que l'Amérique latine en a deux. Le Nigéria est en tête du classement des marchés pionniers mondiaux, tandis que l'Angola, l'Éthiopie, le Ghana et le Kenya figurent parmi les 10 premiers.

4 L'indice d'opinion sur les marchés pionniers (Frontier Markets Sentiment Index) évalue le niveau d'intérêt affiché par les plus grandes entreprises multinationales européennes et américaines pour des pays faisant partie des marchés pionniers dans le monde. L'indice a été élaboré par Frontier Strategy Group pour le Wall Street Journal (Keeler, 2014).

Figure 9: Les 20 pays les mieux classés selon l'Indice d'opinion sur les marchés pionniers (Frontier Markets Sentiment Index)

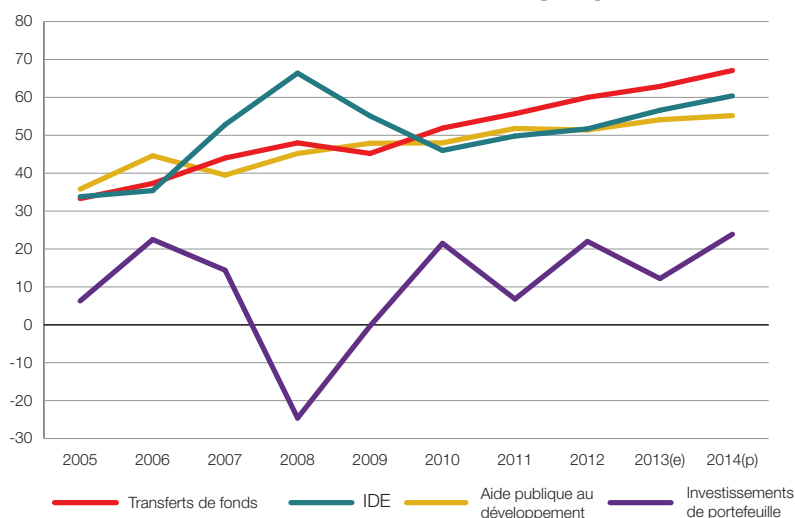


Source: Keeler, 2014.

La croissance des flux financiers entrants: un vote de confiance

L'amélioration de l'environnement des affaires et des opinions des entrepreneurs se sont traduits par une hausse des flux extérieurs entrants et démentent la perception négative de l'Afrique comme une région hostile aux investissements. Les transferts de fonds, les IDE et l'aide publique au développement sont les principales sources de flux extérieurs. Même si les IDE à destination de l'Afrique sont passés de 51,7 milliards de dollars en 2012 à 56,6 milliards en 2013, les transferts de fonds sont devenus, à leur place, la première source de fonds depuis la crise, ces flux étant passés de 60 milliards de dollars en 2012 à 62,9 milliards en 2013⁵. La réduction des coûts de ces transferts et le développement d'instruments financiers pouvant les orienter vers des programmes et projets de développement contribueraient grandement à l'optimisation de leurs retombées en matière de développement.

Figure 10: Flux extérieurs à destination de l'Afrique (en milliards de dollars)



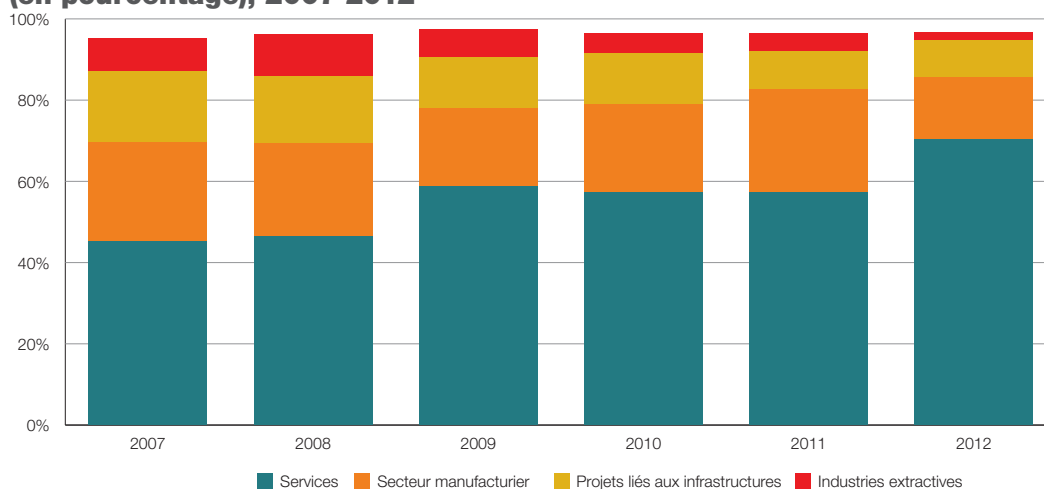
Sources: site d'UNCTADstat, consulté le 22 mai 2014; données et estimations de la CEA et de la BAD.

5 Données d'UNCTADstat.

La perception traditionnelle que les flux d'IDE à destination de l'Afrique visent surtout le secteur des industries extractives a perdu du terrain

Les nouveaux investissements se diversifient nettement pour se placer dans les services et le secteur manufacturier, réduisant ainsi la domination des pays riches en ressources. En 2013, 65 % seulement du total des flux d'IDE sont allés à ces pays, contre 78 % en 2008. Dans le même temps, depuis le début des années 2000, les pays qui ne sont pas riches en ressources ont vu la part des IDE dans leur produit intérieur brut (PIB) doubler pour atteindre 4,5 %, montrant ainsi le poids croissant de ces pays.

Figure 11: Nouveaux projets financés par des IDE par domaine d'activité (en pourcentage), 2007-2012



Source: Ernst & Young, 2013.

Qui investit en Afrique?

Les pays émergents remettent en cause la domination des investisseurs du Comité d'aide au développement de l'OCDE en Afrique

Les sources d'IDE à destination de l'Afrique sont plus diversifiées aujourd'hui qu'il y a dix ans. Les pays de l'OCDE et du CAD, en particulier les États-Unis d'Amérique (avec 61,4 milliards de dollars É.-U.), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (avec 58,9 milliards de dollars É.-U.) et la France (avec 57,9 milliards de dollars É.-U.), continuent de dominer les flux d'IDE vers l'Afrique. Leur part dans le total du stock d'IDE dans la région était de 64 % (soit l'équivalent de 178 milliards de dollars) en 2012 (BAD, 2014). Cependant, les pays émergents et les investisseurs nationaux sont en train de regagner du terrain. La part des BRICS (c'est-à-dire le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) dans le stock d'IDE en Afrique a augmenté, passant de 8 % en 2009 à 12 % en 2012, soit l'équivalent de 67,7 milliards de dollars. Le secteur privé africain a également plus que doublé sa participation aux investissements dans la région. Celle-ci s'est accrue de 7 % à 18 % au cours de la période 2007-2012 (BAD, 2014).

Hors les pays de l'OCDE, c'est la Chine qui détient le plus grand stock d'IDE en Afrique, environ 27,7 milliards de dollars en 2012, suivie par l'Afrique du Sud (22,9 milliards de dollars) et la Malaisie (15,8 milliards de dollars). Les investissements en Afrique en provenance de l'Inde sont également en plein essor, avec un stock total d'IDE atteignant près de 14 milliards de dollars en 2012,⁶ ce qui fait de ce pays le septième investisseur sur le continent. De même, les investissements globaux de la Turquie en Afrique ont dépassé 300 millions de dollars en 2012. Ce pays, ainsi que la Chine, l'Inde, le Brésil et la Corée représentent actuellement les cinq principaux pays émergents partenaires de l'Afrique⁷.

Par ailleurs, on assiste à une importante diversification des investissements venant des pays émergents. La plupart des investissements des BRICS en Afrique vont au secteur manufacturier et des services. Seuls 26 % de la valeur des projets et 10 % du nombre des projets bénéficient au secteur primaire. Les Indiens, par exemple, investissent dans les services sociaux, le textile et la technologie, tandis que les Chinois sont fortement présents dans l'infrastructure et les services. Ce nouveau paradigme de l'engagement reflète une coopération et des partenariats mutuellement bénéfiques pour l'Afrique et ses partenaires (Lopes, 2013b).

Pourquoi des investissements privés devraient-ils affluer vers l'Afrique?

Des politiques actives pour attirer des investissements

L'attrait que l'Afrique exerce sur une grande variété d'investisseurs est moins le fait du hasard que le résultat de politiques et de réformes délibérées visant à renforcer les institutions et à améliorer l'environnement des affaires.

Réformes institutionnelles

Des réformes institutionnelles importantes ont été opérées dans la plupart des pays africains depuis le début du millénaire. L'amélioration constante du classement mondial de ces pays en termes de lutte contre la corruption et de facilité dans la pratique des affaires prouve que ces réformes portent des fruits. L'amélioration rapide de l'environnement institutionnel, de la gouvernance et des affaires en général a inspiré confiance dans l'Afrique et suscité un regain d'intérêt pour le continent en tant que destination d'investissement. Les investissements transfrontaliers en Afrique, au taux annuel composé de 23 %, sont en plein essor, ce qui aide à approfondir l'intégration régionale (Sulaiman, 2013).

⁶ Informations provenant de la base de données statistiques de la CNUCED, UNCTADstat.

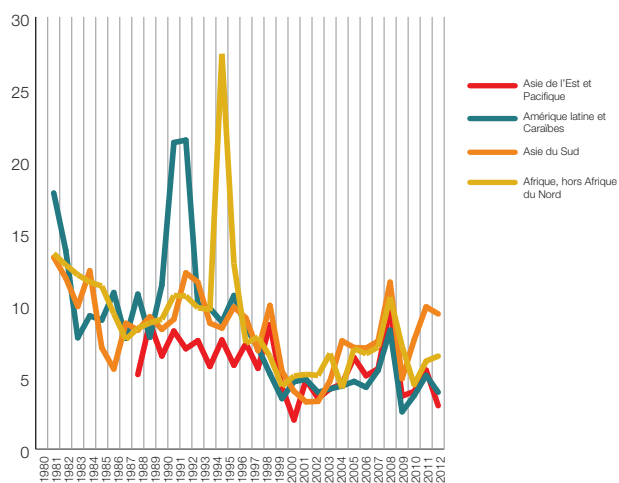
⁷ Ibid.

L'Ouganda est l'une des principales destinations de l'IDE en Afrique au cours des dernières années, en partie en raison de son climat d'investissement prévisible. Le climat économique et politique du Ghana a également été cité parmi les principaux facteurs ayant permis d'attirer des investisseurs internationaux (BAD, Banque mondiale et Forum économique mondial, 2011).

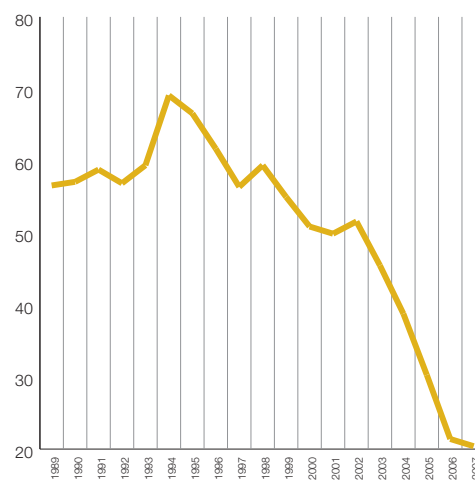
Des politiques macroéconomiques saines

La plupart des pays africains ne cessent de renforcer leur capacité de formuler et de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques. L'adoption d'une politique monétaire saine depuis la fin des années 90 a permis à beaucoup d'entre eux de réduire et de stabiliser l'inflation. Depuis 2000, le taux d'inflation annuel moyen pour le continent se situe à environ 6,2 %, soit de 0,5 point de pourcentage inférieur à celui de l'Asie du Sud (figure 12). Les pays africains ont fait preuve de prudence en matière de politique monétaire, beaucoup d'entre eux ayant réussi à maintenir un endettement viable. En témoigne la forte baisse de la dette extérieure en pourcentage du PIB depuis 2000 (figure 13), qui a permis de minimiser l'exposition des économies africaines au risque de change et à d'autres chocs extérieurs. L'application d'une saine politique macroéconomique a conduit à une croissance stable et durable en Afrique, ainsi qu'à une faible volatilité du PIB. La réduction de la volatilité associée à une forte rentabilité des investissements implique que le profil risque-rendement de l'Afrique devient progressivement plus lucratif que celui d'autres régions.

Figure 12: Hausse des prix à la consommation (en points de pourcentage) **Figure 13: La dette extérieure totale en pourcentage du PIB**

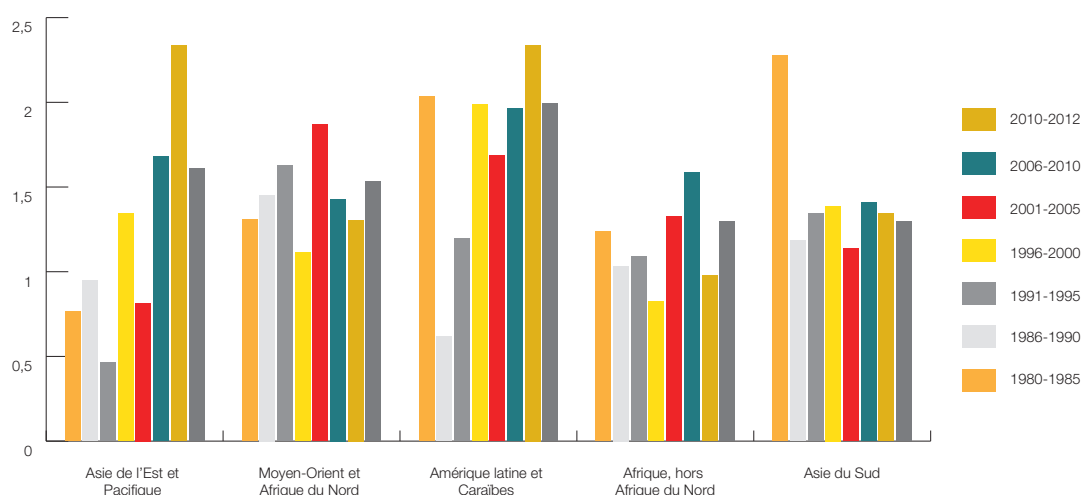


Source: Banque mondiale, 2014.



Source: Banque mondiale, 2014.

Figure 14: Volatilités du PIB: moyennes quinquennales



Source: Banque mondiale, 2014.

Politiques favorables à l'IDE par rapport à d'autres régions

Outre d'importantes améliorations apportées à l'environnement institutionnel, de la gouvernance et des affaires, les pays africains ont pris des mesures plus directes pour attirer les IDE. Ces politiques sont assez semblables à celles appliquées par les principales destinations d'IDE asiatiques, comme le Cambodge et le Viet Nam, et dans certains cas même plus attrayantes. Elles comportent des initiatives telles que la création de parcs industriels et de zones franches d'exportation (ZFE); des exonérations fiscales; des exemptions de droits à l'importation et à l'exportation; des subventions aux infrastructures et la facilitation du rapatriement des bénéfices.

Un des principaux atouts de beaucoup de pays africains en tant que destinations pour les investissements privés réside dans le fait que ces pays ont privatisé de nombreux secteurs de l'économie et mis en place des politiques du marché du travail en général peu restrictives (Zhang, 2014). En outre, la plupart d'entre eux sont épargnés par les problèmes structurels du secteur bancaire, des entreprises publiques et des secteurs de l'immobilier, considérés comme une menace pour la croissance future dans certains pays en développement.

Autres opportunités pour les investisseurs privés

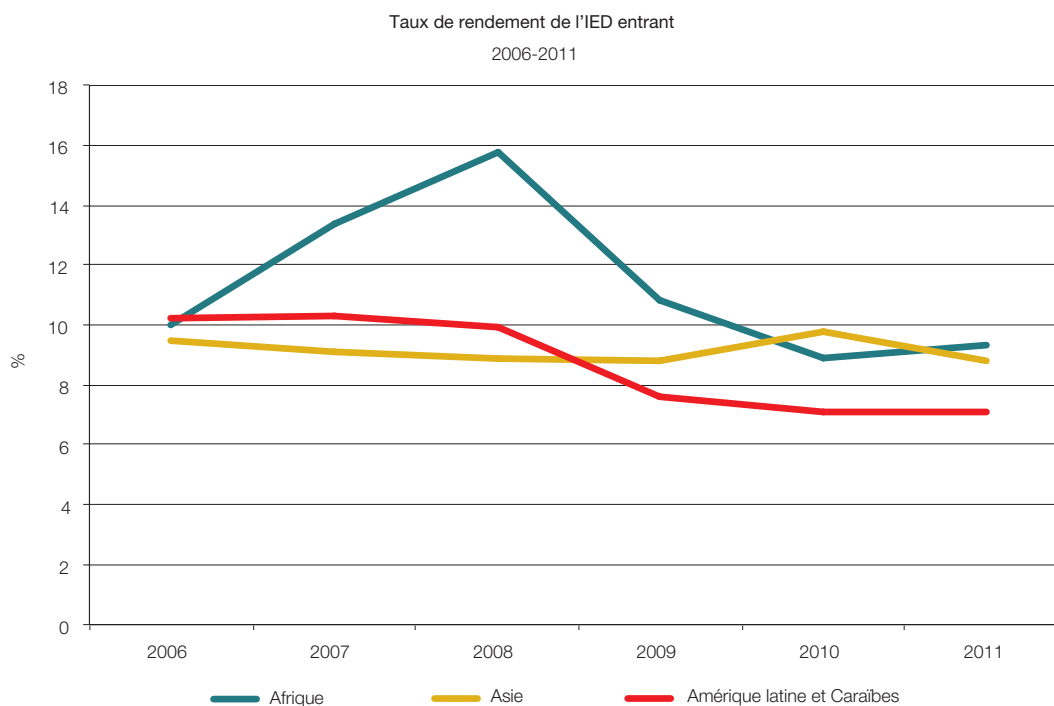
Les marchés lucratifs en Afrique offrent des taux de rendement plus élevés que leurs concurrents asiatiques. L'Afrique offre un marché lucratif pour les investisseurs grâce à sa population nombreuse et jeune (qui devrait, selon les estimations, atteindre 20 % de la population mondiale en 2050 (BCG, 2014)), à sa classe moyenne émergente et à son urbanisation rapide en cours. En 2013, les dépenses de consommation en Afrique s'élevaient à 680 milliards de dollars É.-U. Elles

devraient augmenter pour atteindre 1000 milliards de dollars d'ici à 2020 et 2200 milliards de dollars en 2030 (Ernst & Young, 2013; Hatch, Becker et Zyl, 2011).

Les taux de rendement que l'Afrique offre aux investisseurs exigeants dépassent de loin ceux offerts par l'Asie et par d'autres régions en développement. Entre 2006 et 2009, les rendements sur l'IDE en Afrique ont largement dépassé ceux des autres régions en développement. En 2010, le retour sur investissement en Asie avait dépassé celui de l'Afrique, mais depuis 2011, le continent a retrouvé sa position dominante dans ce domaine (figure 15). Il n'est, par conséquent, pas étonnant que l'Afrique soit la seule région ayant connu une augmentation des flux d'IDE en 2012. À l'inverse, les entrées d'IDE au cours de cette année-là pour les pays en développement d'Asie, notamment la Chine et l'Inde, avaient chuté de 6,7 %.

Selon l'indice de l'African Private Equity et de Venture Capital, les secteurs ayant enregistré les meilleurs rendements pour les fonds de capital-investissement étaient les technologies de l'information /télécommunication, le secteur industriel, le secteur manufacturier et les produits de consommation. Les risques diminuant en Afrique, cette tendance des taux de rendement devrait se poursuivre. Conscient de ce fait, Walmart, le plus grand détaillant au monde, a investi 2,4 milliards de dollars pour acquérir une participation majoritaire dans le capital du détaillant sud-africain de produits alimentaires, Massmart. Il envisage d'utiliser cet investissement comme un tremplin pour s'assurer une présence en Afrique, à commencer par le Nigéria. La compagnie londonienne Lonrho vise également l'Afrique, où elle a l'intention d'investir 300 millions de dollars pour mettre en place une compagnie aérienne régionale et ouvrir 50 grands hôtels (Heeralall et Abdelkrim, 2012). Ces évolutions positives reflètent l'augmentation des possibilités et un paysage favorable à l'investissement en Afrique. Il ne semble faire ainsi aucun doute que le continent est ouvert et favorable aux affaires.

Figure 15: Rendement de l'investissement en Afrique



Source: CNUCED, 2013.

Abondance de terres arables et de ressources naturelles

L'Afrique détient 60 % des terres arables non cultivées du monde et des ressources forestières couvrant 23 % de sa superficie (Banque mondiale, 2013b). En outre, quelque 75 % des dépôts mondiaux de platine, 50 % de diamants, 50 % de chrome et 20 % d'or et d'uranium se trouvent en Afrique (McDonald, 2013). Par ailleurs, plus de 30 pays africains du continent produisent du pétrole et du gaz.

D'importantes découvertes nouvelles de pétrole et de gaz créent des opportunités d'affaires pour les investisseurs. L'Afrique (hors Afrique du Nord) est considérée comme la « nouvelle frontière » pour le pétrole et le gaz mondiaux, avec des pays tels que le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Ghana, le Kenya, la République du Congo, la République-Unie de Tanzanie et de l'Ouganda apparaissant comme de possibles nouveaux grands producteurs de pétrole. De vastes ressources en gaz naturel ont également été découvertes au large des côtes du Mozambique et en République-Unie de Tanzanie. L'émergence de nouveaux pays producteurs de pétrole et de gaz offre pour les entreprises américaines des opportunités d'investissement dans l'exploration, la production et les services connexes, ainsi que dans le développement des infrastructures.

Tirer profit du déficit énergétique

L'important déficit d'infrastructures énergétiques en Afrique offre des possibilités d'investissement aux investisseurs étrangers. Près de 40 % des besoins en infrastructures y sont dans le secteur énergétique, 39 % seulement de la population ayant accès à l'énergie en 2009 (Qobo, 2014). La Chine et les États-Unis saisissent cette occasion. C'est ainsi qu'à peine une semaine après sa prise de fonction, le Président chinois nouvellement élu, Xi Jinping, a promis d'accorder au continent plus de 20 milliards de dollars de prêts, affectés pour l'essentiel au secteur de l'énergie (Gualberti et autres, 2014). Peu de temps après, le Président américain, Barack Obama, a dévoilé son initiative « Africa Power », une approche forte axée sur le marché et faisant appel à une participation importante du secteur privé, tout en mettant à contribution les services d'organismes publics, comme Export-Import Bank des États-Unis et Overseas Private Investment Corporation, et des organismes qui octroient des subventions, tels que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) (Gualberti et autres, 2014).

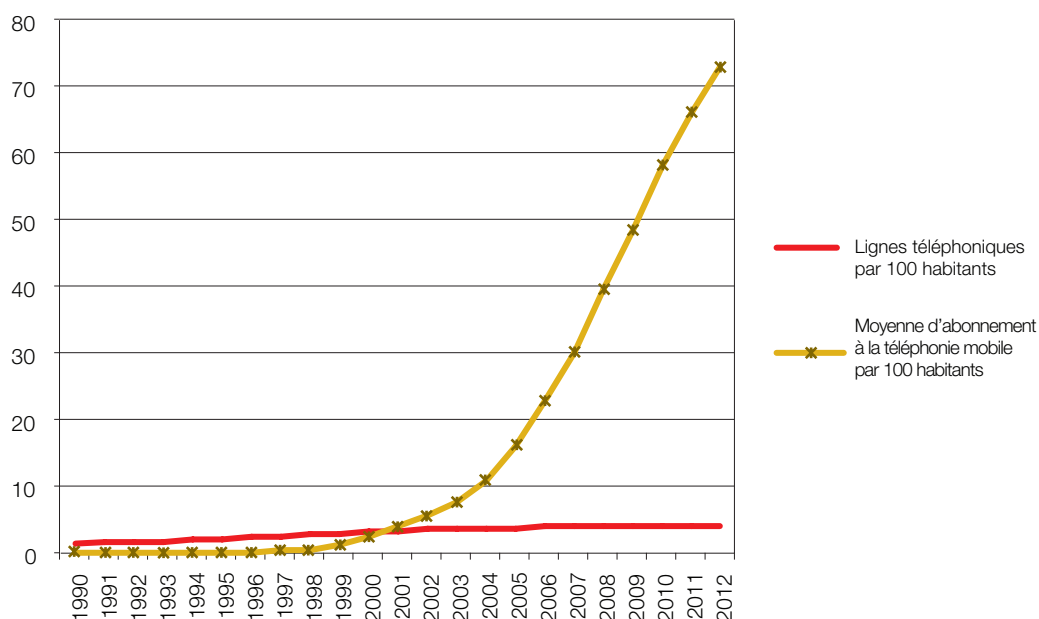
L'Afrique offre un grand marché potentiel pour les systèmes décentralisés d'énergie hors réseau et de mini-réseaux, en particulier dans les zones rurales où les taux d'électrification sont bien en dessous de la moyenne mondiale. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que les capacités déployées dans ce domaine seront pour l'essentiel des technologies d'énergie renouvelable et propre.

L'utilisation croissante de producteurs d'énergie indépendants pour compléter la production d'énergie renouvelable par les entreprises publiques crée des opportunités d'investissement pour le secteur privé. Le Renewable Energy Independent Power Producer Programme (REIPPP), un projet sud-africain destiné à produire 3725 mégawatts à partir de sources d'énergie renouvelable, a suscité l'intérêt des investisseurs aux États-Unis, en Europe, en Chine et en Inde. L'adoption d'un modèle similaire a permis au Kenya d'attirer 870 millions de dollars dans le secteur de l'énergie éolienne, dans le cadre du projet de parc éolien du lac Turkana devenu ainsi le plus grand projet d'énergie éolienne sur le continent (Qobo, 2014).

Le secteur des télécommunications en Afrique: un territoire sous-exploité

L'Afrique a connu une croissance impressionnante de plus de 2 500 % dans les abonnements de téléphonie mobile entre 2000 et 2012. À partir de 2012, un total de 74 habitants sur 100 sur le continent avait un téléphone mobile.

Figure 16: Hausse des abonnements de téléphonie mobile en Afrique



Source: Division de statistique de l'ONU, Indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement (<http://millenniumindicators.un.org/unsd/mdg/Data.aspx>), mise à jour de juillet 2013.

Il convient toutefois de noter qu'avec moins de 5 % des lignes téléphoniques de la planète, l'Afrique peut bien être considérée comme le dernier territoire inexploité pour les grands investissements dans les télécommunications. Ainsi, un large éventail de possibilités s'offre aux investisseurs tant locaux qu'étrangers (Lange, 2010). Les investissements des entreprises étrangères dans les télécommunications devraient plus que doubler au cours des prochaines années, tirés principalement par les investisseurs européens: Orange SA de France, Vodafone, Portugal Telecom et Deutsche Telekom. Etisalat des Émirats arabes unis a également élargi son portefeuille en Afrique. Les opérateurs de téléphonie mobile sud-africains Vodacom et MTN et les opérateurs internationaux Millicom et Celtel sont devenus des acteurs panafricains.

S'appuyer sur les relations de l'Afrique avec les États-Unis

Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique(AGOA)

La Loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique a été conçue et mise en œuvre par les États-Unis en tant que programme de préférence unilatérale ayant pour objet de favoriser le commerce et les flux d'investissement entre les États-Unis et l'Afrique; d'accroître la diversification des exportations africaines et de soutenir l'Afrique dans ses efforts pour relever les défis du développement du XXI^e siècle. Ces principaux objectifs demeurent valables et devraient être au cœur de toute relation économique et commerciale entre les États-Unis et l'Afrique.

Cette loi a eu un impact mesurable sur le commerce de l'Afrique avec les États-Unis depuis son entrée en vigueur en 2001, le volume des importations américaines en provenance des pays admissibles à l'AGOA ayant été multiplié par plus de 7, passant d'environ 7,6 milliards de dollars en 2001 à plus de 56 milliards de dollars en 2008. Les exportations africaines au titre de l'AGOA ont diminué depuis 2008, tombant à près de 25 milliards de dollars en 2013. Les exportations américaines vers l'Afrique, hors Afrique du Nord, ont également triplé entre 2001 et 2011, passant à 22,6 milliards de dollars en 2012, et permis de créer environ 100 000 emplois aux États-Unis. (États-Unis, 2012). Les produits pétroliers représentent la majorité des exportations africaines au titre de l'AGOA, mais il y a aussi eu une augmentation notable dans les produits non pétroliers, tels que l'habillement, les articles en cuir, les fleurs coupées et les produits agricoles transformés.

Du côté africain, les experts estiment que plus de 300 000 emplois, dont beaucoup étaient occupés par des femmes, ont été créés par l'AGOA, augmentant ainsi les revenus des citoyens africains. Le Kenya et le Lesotho sont d'excellents exemples de pays ayant bénéficié de l'AGOA, puisqu'elle leur a permis l'accès aux chaînes de valeur des textiles, des vêtements et de l'horticulture.

Si l'Afrique et les États-Unis ont tiré profit de leurs relations économiques et commerciales en vertu de l'AGOA, le potentiel de croissance de ces relations et d'autres avantages est loin d'être pleinement réalisé. Les niveaux actuels des flux commerciaux et d'investissement entre les deux parties ne reflètent pas la place des États-Unis comme première économie et principal importateur du monde, et comme source majeure de l'IDE mondial. Ils ne reflètent pas non plus l'importance croissante de l'Afrique en tant que prochaine frontière de la croissance économique mondiale, une région qui offre des taux de retour sur investissement parmi les plus élevés et où l'on trouve la majorité des dix économies ayant la plus forte croissance au monde. L'Afrique ne représente que 1 % environ de l'IDE aux États-Unis.

Heureusement, et en conformité avec *l'Agenda 2063 de l'Union africaine*, la **stratégie des États-Unis envers l'Afrique subsaharienne**, définie par le Président Barack Obama en juin 2012, vise à faire fond sur les initiatives passées et à renforcer les futurs partenariats entre les États-Unis et l'Afrique afin d'atteindre les objectifs suivants: a) renforcer les institutions démocratiques;

b) stimuler la croissance économique, le commerce et l'investissement; c) favoriser la paix et la sécurité et d) promouvoir les opportunités et le développement. Elle traduit de la part des États-Unis la conviction que l'Afrique est une région prometteuse et dotée de possibilités de croissance. Aussi, est-il impératif d'instaurer entre les États-Unis et les pays africains des partenariats plus solides et susceptibles d'éliminer les obstacles au commerce et à l'investissement, de surmonter le déficit de capacité productive et d'infrastructure, d'ajouter de la valeur aux produits africains et de permettre ainsi de réaliser les objectifs stratégiques des deux parties.

La recherche d'un nouvel accord économique et commercial Afrique-États-Unis est l'occasion pour ces derniers d'adopter une nouvelle politique commerciale et de développement envers l'Afrique qui tienne compte des données de l'expérience relative à l'AGOA, reflète l'importance stratégique croissante du continent dans le monde et serve d'instrument efficace pour atteindre une croissance économique rapide et durable en Afrique.

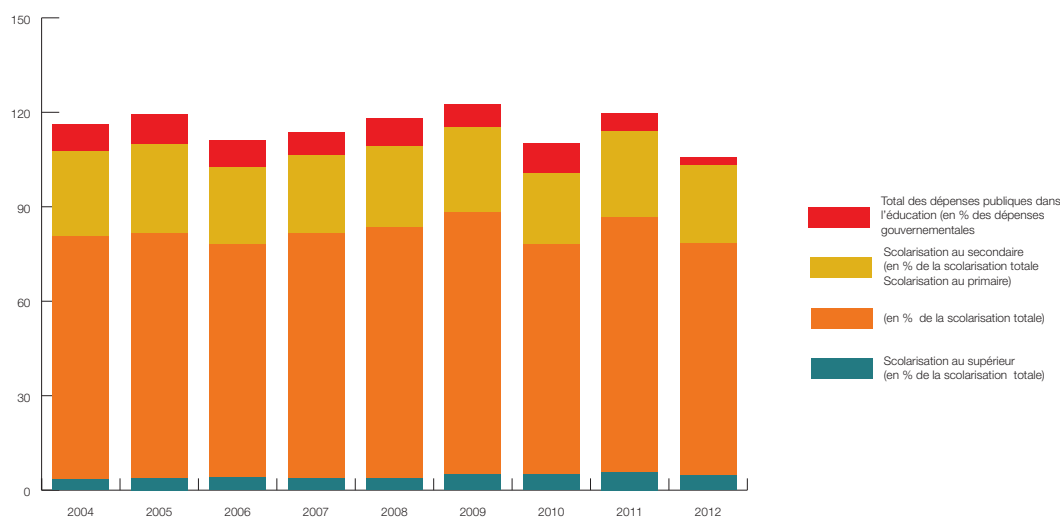
Investissement

Les investissements dans l'intégration régionale en Afrique créeraient des plates-formes de marché pouvant permettre assez d'économies d'échelle pour attirer des investisseurs américains et africains. La mise en place d'une zone de libre-échange continentale offrirait des opportunités au commerce de services d'infrastructure tels que des pools de réseaux électriques, qui, à leur tour, assureraient la sécurité de l'approvisionnement en énergie. Le développement d'une zone de libre-échange continentale et le renforcement des pools énergétiques régionaux devraient élargir considérablement le marché de la consommation en faveur des investissements d'infrastructure à grande échelle pour les opérateurs économiques américains et africains (Frost et Sullivan (2011)). Dans ce contexte, les États-Unis peuvent investir dans les projets prioritaires du PIDA destinés à faciliter l'intégration régionale en Afrique.

Éducation

Avec une population à 60 % de jeune, l'Afrique est en passe de devenir le plus vaste marché de travail dans le monde, étant donné que la population chinoise commence à vieillir (Cabinet Roland Berger de conseils en stratégie, 2012). Le continent a enregistré des améliorations remarquables dans l'enseignement primaire avec une augmentation du nombre de femmes scolarisées par rapport à ce qu'il était il y a dix ans. Toutefois, pour être compétitive à l'échelle mondiale, l'Afrique doit continuer de renforcer ses institutions d'enseignement supérieur, d'améliorer aussi bien les taux de rétention des effectifs, en particulier au niveau primaire, que la qualité de son système éducatif et sa pertinence pour le marché du travail. L'expérience des États-Unis en matière de développement d'institutions d'enseignement supérieur de haute qualité et d'une main-d'œuvre hautement productive constitue à cet égard une base de collaboration avec l'Afrique.

Figure 17: Dépenses d'éducation par niveau



Source: Banque mondiale, 2014.

Science, technologie et innovation

Dans leurs futures relations économiques et commerciales, les États-Unis et l'Afrique peuvent tirer parti du marché en pleine croissance de la technologie et de l'innovation en Afrique (voir les figures 18 et 19). Afin de transformer son économie et soutenir sa croissance, l'Afrique doit investir dans les nouvelles technologies et les innovations, notamment dans des domaines comme l'éducation, la santé, les sciences biologiques, l'agriculture et les énergies propres. Les chiffres ci-dessous montrent la part de marché croissante de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) en Afrique. La contribution de la STI au commerce total du continent se situe, en moyenne, entre 2,5 % et 3 % du total des échanges. D'un point de vue stratégique, le renforcement et l'approfondissement de l'intégration des marchés régionaux, associés à la consolidation des partenariats avec les États-Unis dans le domaine de la STI permettraient d'accélérer le programme de transformation structurelle du continent.

Figure 18. Part de marché de la STI (en millions de dollars)

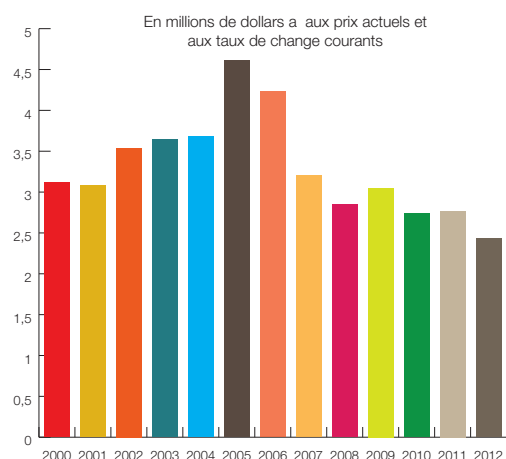
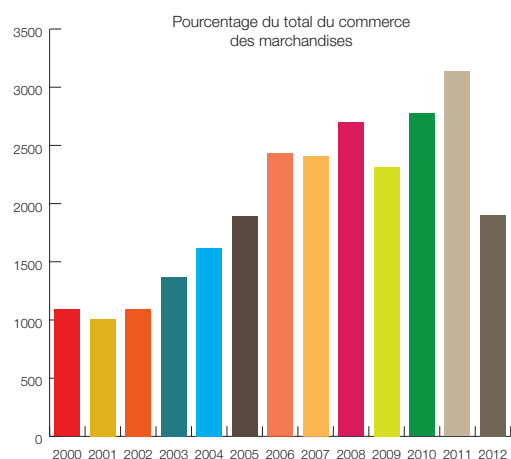


Figure 19. Part de marché de la STI (en pourcentage)



Source : Banque mondiale, 2014.

Bibliographie

Banque africaine de développement (BAD) (2014). *Tracking Africa's Progress in Figures*.

Banque africaine de développement (BAD), Banque mondiale et Forum économique mondial (2011). *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2011*. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse: <http://www.afdb.org/fr/documents/document/africa-competitiveness-report-2011-23591/>.

Boston Consulting Group (BCG) (2014). *Winning in Africa: From Trading Posts to Ecosystems*. BCG Perspectives, 9 janvier. Disponible à l'adresse: https://www.bcgperspectives.com/content/articles/globalization_growth_winning_africa_from_trading_posts_ecosystems/.

Ernst & Young (2013). *Africa on the move: The question for sustainable growth*. EYGM Limited. Disponible à l'adresse: [http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Africa-onthe-move/\\$FILE/Skolkovo_Africa_on_the_move_Report.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Africa-onthe-move/$FILE/Skolkovo_Africa_on_the_move_Report.pdf).

Foster, Vivien et C. Briceno-Garmendia, (éd.), (2010). *Africa Infrastructure: A Time for Transformation*. Washington, Banque mondiale.

Frost et Sullivan (2011). *Africa 2020 and Beyond - Are You Ready for the Future?* 11 août. Disponible à l'adresse: www.frost.com/prod/servlet/press-release.pag?docid=239973472.

Gualberti, G., M. Bazilian et T. Moss (2014). *Energy Investments in Africa by the U.S., Europe and China*. International Association for Energy Economics.

Hatch G., P. Becker, et M. Zyl (2011). *The Dynamic African Consumer Market: Exploring Growth Opportunities in Sub-Saharan Africa*. Accenture. Disponible à l'adresse: http://www.accenture.com/SiteCollectionDocuments/Local_South_Africa/PDF/Accenture-The-Dynamic-African-Consumer-Market-Exploring-Growth-Opportunities-in-Sub-Saharan-Africa.pdf

Heeralall, N. et R. B. Abdelkrim (2012). *The World's Fastest-Growing Middle Class*. UHY. Disponible à l'adresse: www.uhy.com/the-worlds-fastest-growing-middle-class/.

Kar, Dev et autres (2013). *Les flux financiers illicites et la question des transferts nets de ressources en provenance de l'Afrique, 1980-2009*. Rapport conjoint Banque africaine de développement et Global Financial Integrity, mai 2013. Disponible à l'adresse:

<http://www.afdb.org/fr/documents/document/illicit-financial-flows-and-the-problem-of-net-resource-transfers-from-africa-1980-2009-executive-summary-31986/>.

Keeler, D. (2014). *Nigeria, Argentina and Vietnam Prove Top Picks for Multinationals*. *The Wall Street Journal*, 6 juin.

Lange, P. (2010). *Africa - Foreign Investments in Telecommunications*. Telecoms Market Research. Disponible à l'adresse:

http://www.telecomsmarketresearch.com/resources/Foreign_Investments_in_Africa.shtml.

- Lopes, C. (2013a), *Le commerce peut-il changer les choses en Afrique?* CEA, Blog du Secrétaire exécutif, 1^{er} juillet. Disponible à l'adresse: <http://www.forumducommerce.org/contenu/commerce-peut-il-changer-choses-en-afrique/>
- Lopes, C. (2013b). *Comment les pays africains peuvent-ils mettre à profit les mutations géopolitiques actuelles?* CEA, Blog du Secrétaire exécutif. Disponible à l'adresse: <http://es-blog.uneca.org/ES-Blog/fr/es-blog/comment-les-pays-africains-peuvent-ils-mettre-%C3%A0-profit-les-mutations-g%C3%A9opolitiques-actuelles>.
- Lopes, C. (2014). *Illicit Activities Impact on Peace and Security*, CEA, Blog du Secrétaire exécutif, 24 mai. Disponible à l'adresse: <http://allafrica.com/stories/201405271514.html>.
- Mcdonald, S. (2013). *How Should America Respond to Economic Opportunities in Africa?* The Wilson Center. Disponible à l'adresse: <http://www.wilsoncenter.org/publication/how-should-america-respond-to-economic-opportunities-africa>.
- McKinsey Global Institute (2010). *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies*. McKinsey and Company, juin. Disponible à l'adresse: http://www.mckinsey.com/insights/africa/lions_on_the_move.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2013). *Development Aid at a Glance – Statistics by Region*. Paris: OCDE
- Qobo M. (2014). *High ambitions and high risks for infrastructure development in Africa*. Heinrich Boll Stiftung. Washington. Avril.
- Cabinet Roland Berger de conseils en stratégie (2012). *Africa - Our Next Opportunity for Sustainable Growth and Development. Global Topics Inside Africa*. Disponible à l'adresse: http://www.rolandberger.com/media/pdf/Roland_Berger_Global_Topics_Inside_Africa_20120315.pdf.
- Sulaiman, Tosin (2013). *Africa Investment-from FDI to AIA: Africans Investing in Africa*. Reuters, 8 août. Disponible à l'adresse: www.reuters.com/article/2013/08/08/africa-investment-idUSL6N0G92SW20130808.
- Themné, L. et P. Wallensteen (2013). *Armed Conflict, 1946-2012. Journal of Peace Research*, July, vol. 50, No. 4, pp. 509-528. Disponible à l'adresse: <http://jpr.sagepub.com/content/50/4/509.short>.
- Transparency International. 2013. *Indice de perception de la corruption*. Disponible à l'adresse: <http://cpi.transparency.org/cpi2013>.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2013). *Rapport sur l'investissement dans le monde. Les chaînes de valeur mondiales: L'investissement et le commerce au service du développement* (publication des Nations Unies, Numéro de vente F.13II.D.5.).
- Commission économique pour l'Afrique (CEA) (2014). *Rapport intérimaire du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance de l'Afrique*. Présenté à la septième réunion

annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique et de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine, Abuja, Nigéria, 29 mars 2014. Disponible à l'adresse:

http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/COM/com2014/com2014-hlp_panel_on_illicit_financial_flows_from_africa-french.pdf.

Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Commission de l'Union africaine (CUA) (2014). *Rapport économique sur l'Afrique 2014*. Addis-Abeba: Nations Unies.

Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2013). Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique: promesses et résultats, Disponible à l'adresse:

<http://repository.uneca.org/bitstream/handle/10855/22157/b10718837.pdf?sequence=1>.

Commission économique pour l'Afrique (CEA) et autres (2013a). *Rapport sur les OMD en Afrique 2013 Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Sécurité alimentaire en Afrique: enjeux, défis et enseignements*. Addis-Abeba

_____ (2013b). *Perspectives économiques en Afrique 2013: transformation structurelle et ressources naturelles*. Paris: OCDE.

États-Unis, Département du commerce (2012). *U.S. Trade with Sub-Saharan Africa*, janvier-décembre. Rapport de l'Administration du commerce extérieur, Global Markets/Office of Africa. Disponible à l'adresse:

<http://trade.gov/agoa/pdf/2013-US-sub-Saharan-Africa%20trade.pdf>.

Banque mondiale (2013a). *Doing Business 2014: Understanding Regulations for Small and Medium-Size Enterprises*. Groupe de la Banque mondiale. 11^e édition, Washington: Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. Disponible à l'adresse: www.doingbusiness.org/reports/global-reports/doing-business-2014.

Banque mondiale (2013b). *How Africa Can Transform Land Tenure, Revolutionize Agriculture, and End Poverty*. Communiqué de presse, 22 juillet. Disponible à l'adresse: <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/07/22/how-africa-can-transform-land-tenure-revolutionize-agriculture-end-poverty>.

Banque mondiale (2014). *Indicateurs du développement dans le monde*. Washington: Banque mondiale. Disponible à l'adresse: <http://data.worldbank.org/sites/default/files/wdi-2014-book.pdf>.

Zhang, M. (2014). *Vietnam Economic Outlook 2014: Exports, FDI to Support Growth*. *International Business Times*, 3 janvier. Disponible à l'adresse: www.ibtimes.com/vietnam-economic-outlook-2014-exports-fdi-support-growth-1525182.

